

5^c. Journal du Lot 5^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements Ces prix doivent être doublés pour l'édition quotidienne. 3 mois 6 mois 1 an LOT et Départ. limitroph. 3 fr. 5 fr. 9 fr. Autres départements.... 3 fr. 50 6 fr. 11 fr. Les abonnements se paient d'avance	Rédaction & Administration CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS A. COUESLANT, Directeur L. BONNET, Rédact. en chef Les annonces sont reçues au bureau du Journal.	Publicité ANNONCES (la ligne du son espace)..... 50 cent. RÉCLAMES (— " —)..... 75 cent. Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le « Journal du Lot » pour tout le département. Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse.
	Par ordre du ministère et sous menace de saisie, d'abord, de suppression ensuite, nous devons, désormais, vendre le « Journal du Lot » dix centimes, ou accepter de paraître sur le format du présent numéro. (« Il faut économiser le papier », — c'est pourquoi, 5 fois par semaine, les grands quotidiens ont 4 pages !!!). — Nous nous inclinons devant la force, tout en protestant contre le décret illégal du 10 août 1917. — Nous condenserons la matière de façon à donner le plus de texte possible dans ce format exigü ! — Nos lecteurs, nous en avons la conviction, nous sauront gré d'avoir maintenu le prix de 5 cent. (Nous insérerons cet avis dans tous les numéros, pour expliquer ce format aux lecteurs nouveaux.)	

Format illégalement imposé : N^o 111

LA SITUATION

Que se passe-t-il à Brest-Litovsk ? La comédie n'est pas finie. Gardons nous des formules trompeuses. — L'ennemi tente une suprême manœuvre d'intimidation. La situation critique des Impériaux aide puissamment à l'heureuse issue du conflit. — L'ennemi « crève la paix », raison de plus pour tenir !

Que se passe-t-il à Brest-Litovsk ?

Discute-t-on, ou les pourparlers sont-ils toujours suspendus ? On n'en sait rien. Lénine et Trotsky voudraient bien en finir, la chose est certaine, mais l'intransigeance des Germain, à peine déguisée sous des phrases trompeuses, rend la solution malaisée.

Le général Hoffmann n'a pas pris les gants de Kühlmann pour dire aux Bolcheviks : nous entendons garder les provinces que nous occupons ; la frontière passera par Walk, Minsk et Brest-Litovsk ; si la Russie résiste, nos troupes s'empareront de Reval en huit jours !...

Et ce langage brutal, qui est un démenti éclatant à toutes les promesses faites par Lénine à la Russie, rend la tâche des maximalistes malaisée.

Certes, ces derniers veulent bien abandonner à l'Allemagne les provinces convoitées, mais ils voudraient sauver les apparences pour ne pas compromettre leur situation à Petrograd ; or Hindenburg, par son second Hoffmann, rend la chose particulièrement difficile.

Les Soviets, répondant aux désirs des Boches, avaient lancé, en mars 1917, la fameuse formule « paix sans annexions, sans indemnités ». Le 19 juillet suivant, le Reichstag faisait sienne cette formule. Les Russes peuvent mesurer, aujourd'hui, la perfidie des Germain !

Il ne faut donc pas que des esprits peu réfléchis, chez nous, se laissent prendre à cette formule mensongère. Le Comité Dupleix mène une campagne dans ce sens et on ne saurait trop le féliciter de préciser clairement ce que contient la décevante formule des Boches, lancée dans le monde par les bol-

cheviks, agents stipendiés de Guillaume :

« Sans annexions, ce qui se passe en Russie le prouve : ce n'est pas le *statu quo ante bellum*, c'est le *statu quo*, tel qu'il résulte de la « carte de guerre actuelle ». A la faveur de mouvements populaires truqués, de référendums falsifiés, les Allemands entendent garder les territoires qu'ils occupent. Ce qu'ils imposent brutalement à la Russie désorganisée par leurs soins, vaincue par leur or et leurs manœuvres déloyales, et non par la force des armes, — ils voudraient l'imposer sur le front occidental et dans les Balkans. Pas de liberté rendue à la Belgique, ni à la Serbie, ni au Monténégro envahis, ni à la Roumanie, au nord de la France et à l'Italie partiellement occupée, mais des rectifications de frontière à la boche — comprenez la mainmise sur de nouveaux territoires, et de nouvelles violations du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Sans indemnités, c'est-à-dire que l'Allemagne garderait tout ce qu'elle a volé dans les pays qu'elle a envahis, sur les 550.000 kilomètres carrés de Serbie, de Belgique, de France, d'Italie, de Monténégro, de Roumanie, qu'elle a pillés, dont elle a enlevé la population, les machines-outils, les matières premières, les richesses mobilières, les objets d'art, tout ce qu'elle a pris enfin. Il y en a pour des dizaines de milliards.

Pas de réparation pour le mal causé, pour les vols commis, pour la destruction systématique de la vie sociale et économique dans les pays ruinés et dépouillés par l'Allemagne.

Sans indemnités, c'est le voleur gardant le fruit de ses vols, de ses pillages, s'enrichissant avec les dépouilles de ses victimes, s'assurant l'impunité pour ses crimes.

Par ce moyen, grâce à la dépendance où seront financièrement après guerre, vis-à-vis de l'Allemagne prêtant à ses complices l'argent volé à ses victimes, l'Autriche, la Turquie et la Bulgarie, c'est le Mittel Europa réalisé, au profit de l'empire allemand. C'est l'Europe asservie à l'Allemagne et coupée en deux, économiquement comme politiquement.

C'est la victoire de l'Autocratie et de la secte militaire prussienne sur les libres démocraties de France, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Italie et du monde entier.

C'est le triomphe de la force, l'écrasement du droit et la consécration du vol.

Voilà ce que signifie la formule bo-

che « Sans annexions ni indemnités ».

Tous ceux qui, chez les Alliés, voudraient une paix basée sur ces deux conditions, travailleraient uniquement pour le triomphe des Barbares. Rien de moins.

Il ne faudrait pas s'exagérer, cependant, le danger de l'intransigeance allemande. Enhardis par les capitulations successives des maximalistes, les Germain enflent la voix. Mais les événements qui se déroulent chez les centraux prouvent nettement que les menaces ne correspondent nullement à la réalité et que nos ennemis tentent une suprême manœuvre d'intimidation.

Cela ressort d'un document reproduit par la presse hollandaise. Il s'agit d'un rapport adressé par le secrétaire du Trésor au Kaiser, dans lequel il est dit que la situation financière de l'Allemagne rend impossible la suite des opérations, au moins l'offensive annoncée.

Que la situation financière de l'Allemagne rende l'attaque difficile, c'est possible, mais ce qui en compromet plus sérieusement le résultat, c'est la préparation des Alliés pour la riposte. Ceci, plus que cela, donne à réfléchir aux hordes de Guillaume.

Ce dernier n'ignore point l'effort des Alliés. Il sait que M. Wilson vient d'affirmer à la face du monde que le transport des soldats yankees sur le continent se fait avec une rapidité double de celle prévue. Il sait que le Président a certifié qu'au mois de juin, l'armée américaine, prête à entrer en action, serait double de celle promise à l'Entente. Cela ne veut pas dire que les Yankees ne seraient pas en mesure de nous donner un coup d'épaule utile plus tôt... si la chose était nécessaire. Personne ne doute de la parole de M. Wilson et l'inquiétude grandit en Allemagne. On sait bien, là-bas, qu'au premier échec sérieux, ce sera l'effondrement intérieur des deux empires. Et voilà pourquoi, à l'offensive dont on nous menace toujours, on s'efforce de substituer une campagne pacifiste.

L'une ne réussira pas mieux que l'autre.

En tout cas, la situation intérieure des pays ennemis est telle que nous avons le droit de prévoir pour les Austro-Allemands des difficultés de plus en plus grandes.

En Autriche, en particulier, la situation alimentaire est grave. On ne parvient plus à la cacher. Comment en

douterait-on lorsque les conseillers municipaux de Cracovie adressent à Vienne la motion suivante publiée par les journaux suisses :

Nous affirmons qu'on ne peut s'opposer, plus longtemps à la catastrophe résultant du manque de vivres que par la conclusion immédiate d'une paix démocratique, basée sur le principe de la liberté, pour chaque peuple, de décider de son sort. Le Conseil municipal demande au Club Polonais de présenter au gouvernement, aux délégations et aux parlements un postulat exigeant une cessation immédiate des hostilités.

Le *Berliner Tageblatt* reconnaît la difficulté de la situation en Autriche. Il écrivait lundi « qu'au dehors de l'Allemagne des événements s'étaient produits, dont le public allemand ne savait rien du tout : des grèves et des mouvements de révolte qui secouent l'empire d'Autriche. »

Ce n'est pas tout, la presse suisse affirme qu'à la grande Commission du Reichstag les orateurs de tous les partis ont fait connaître leur sentiment sur les mesures qui, pendant quatre jours, ont permis au gouvernement allemand de ne rien laisser passer de ce qui venait de Vienne ou de Budapest.

De ce grand mouvement de révolte en Autriche, on peut conclure à quel degré les peuples de la double monarchie vivent dans la crainte de voir se mettre au travers d'une paix de conciliation, les revendications des annexionnistes ainsi que la folie des grandeurs des pangermanistes. Et cela aussi bien à Fouest qu'à Pest.

Enfin, au Parlement autrichien, des discours ont été prononcés, à l'occasion de la discussion du budget, *par des députés d'opinions différentes*, qui nous donnent le sens exact des soulèvements qui se sont produits dans la monarchie.

Nous citons encore d'après les journaux de Genève qui peuvent nous renseigner avec certitude :

« Les peuples de l'Autriche, ont affirmé, plusieurs députés autrichiens, aspirent à la paix comme le monde entier. Et ils ont la conviction que si les nations de l'Entente se refusent à vouloir entendre parler de paix, cela provient, avant toute chose, de leurs craintes de l'hégémonie allemande et de l'aversion que leur inspire le régime pangermaniste, militariste. »

Et la tranquillité ne revint que quand le comte Czernin eut déclaré, catégoriquement, de même que d'autres hommes d'Etat de l'Autriche-Hongrie, que tous étaient formellement opposés à des annexions.

Malheureusement, dit la *Tribune*, quand on compare ces affirmations avec ce qui s'est dit à Brest-Litovsk on reste songeur. Et on le reste d'autant plus, qu'en Allemagne, la presse annexionniste relève chaque jour la tête avec un peu plus d'arrogance...

Soit, mais un jour viendra où elle la baissera !

Ce n'est pas impunément que Guillaume aura joué avec le feu.

Depuis de longs mois il promet à son peuple une paix prochaine. Cette paix devient une idée fixe pour les centraux qui souffrent véritablement de restrictions excessives. Certes, nous ne croyons pas que la faim suffirait à amener la capitulation des Impériaux. Ce serait folie de le prétendre, mais comme l'écrit Jean Brunhes, professeur au collège de France, dans *l'Œuvre*, « une fois le problème de la paix posé, devant tous, une fois la perspective de la paix offerte à toute la na-

tion par les plus hautes autorités gouvernementales des deux Empires, des souffrances relatives venant de l'alimentation mauvaise ou insuffisante peuvent produire sur les esprits un effet sans exacte proportion avec les causes immédiates... »

Oui, certes, l'ennemi « crève la paix » et en tenant, en tenant avec une inlassable persévérance, les Alliés sont certains d'assurer la complète victoire du Droit.

L'excellent moral des pays alliés et des poilus nous garantit ce résultat au cours de 1918.

A. C.

Contre l'offensive boche

Les journaux berlinois publient un singulier document ; il s'agit d'une note envoyée au kaiser par le comte Rodern, secrétaire du trésor impérial, et dans laquelle il est affirmé que la situation financière de l'Allemagne rend impossible la suite des opérations militaires, du moins au point de vue offensif. C'est la « *Deutsche Zeitung* », organe annexionniste, qui a lancé cette nouvelle, en ajoutant que certains groupes font tous leurs efforts auprès du kaiser pour l'amener à suspendre les opérations militaires projetées.

Les fraternisations

Plusieurs Allemands tentèrent, au début de la semaine dernière, de fraterniser avec nos hommes au nord d'Ypres. De petits groupes d'entre eux pénétrèrent dans le No man's land, faisant signe qu'ils désiraient parlementer ; mais comme on ne pouvait être sûr qu'ils ne prépareraient pas une trahison, nos hommes les dispersèrent à coups de fusil.

Les raids ennemis sur Mestre et Trévise

Les détails reçus au sujet des bombardements de Mestre et Trévise montrent l'acharnement féroce de l'ennemi. Mestre a subi six attaques ; au cours de dix longues heures, quatre-vingts bombes ont été lancées. Les hôpitaux Zordan et Deamicis ont été atteints. Dans ce dernier, quatre infirmiers ont été blessés, et deux autres, attachés à la Croix-Rouge américaine, ont été tués. L'hôpital Regina Elena a été également atteint. Trévise a subi huit bombardements. Une cinquantaine de bombes ont été lancées.

Bolo annonce des « surprises »

Bolo, dans sa cellule de la Santé, est toujours calme et continue à annoncer des « surprises » pour le jour de l'audience, qu'il dit attendre avec confiance.

Lénine dissout le Congrès des paysans

Après la dissolution de la Constituante, le gouvernement maximaliste a dissous d'une manière identique le congrès des conseils des paysans de toute la Russie qui avait été convoqué à Petrograd pour affirmer la solidarité des paysans avec l'Assemblée constituante.

Un cynique

Rakovsky, qui s'est proclamé président de la République roumaine, aurait adressé au roi de Roumanie un ultimatum lui enjoignant d'abdiquer. Il aurait aussi déclaré que dans trois semaines, au plus tard, il serait maître de Jassy.

Il y a lieu de noter que Rakovsky est un Bulgare qui, après avoir figuré dans un Soviet russe, a tenté d'usurper un rôle en Roumanie.

Les Russes, battus par les Roumains

Selon le « *Lokal Anzeiger* », à la suite de violents combats près de Galatz entre Roumains et Russes, où ces derniers furent battus, 3.200 d'entre eux, avec 22 canons, 57 mitrailleuses, 53 cuisines militaires et 1.200 chevaux, ont pénétré sur le territoire occupé par les Allemands.

Sur le front italien

(Officiel). — Dans la Vallarsa et dans la vallée de l'Astico, ont eu lieu des rencontres entre patrouilles favorables pour nous.

Actions efficaces de notre artillerie contre les positions ennemies, entre le val Frenzela et le canal de Brenta.

Activité aérienne très vive sur tout le front. Un avion ennemi a été abattu par des aviateurs anglais.

Pendant l'incursion de la nuit du 27, un appareil ennemi, atteint par des batteries anti-aériennes, est tombé sur les pentes méridionales du Montello. Les trois pilotes, sains et saufs, dont deux officiers, ont été faits prisonniers.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 28 janvier 1918

M. Voilin interpelle le Gouvernement sur la question du pain. Il critique la méthode de la carte et il proteste contre la ration insuffisante de 300 grammes.

MM. Laffont, Jobert, Pacault, Moutet et Cazassus parlent dans le même sens.

M. Boret, ministre du ravitaillement, répond aux interpellateurs. La quantité de blé est insuffisante : il faut restreindre la consommation. Mais le taux de 300 grammes de pain est un minimum. Les suppléments nécessaires seront accordés toutes les fois qu'on justifiera les besoins. Il assure que les précautions sont prises pour que l'année prochaine le pain ne soit pas limité.

La priorité à un ordre du jour de M. Voilin est repoussée par 385 voix contre 92. L'ordre du jour de confiance est voté.

M. Boret répondant à une question relative à l'importation du soufre, dit que les agriculteurs auront cette année les quantités qui leur sont nécessaires.

Le Sénat en Haute-Cour

Le Sénat s'est réuni lundi en Cour de justice sous la présidence de M. A. Dubost. M. Malvy y comparait assisté de son défenseur M^e Bourdillon.

Après la lecture du procès-verbal de la Chambre qui renvoie M. Malvy devant la Haute-Cour, M. Mérillon, procureur général, donne communication du réquisitoire. Il analyse les pièces contenues dans la procédure et en précise la portée. Les critiques de M. Clemenceau, dit M. Mérillon, visaient surtout la politique de M. Malvy et elles ne peuvent pas être considérées comme constituant des accusations tendant à établir des actes légalement et consciemment criminels.

M. Mérillon rappelle la lettre et les accusations de Daudet, puis la demande d'interpellation de M. Malvy au cours de laquelle il sollicita lui-même de la Chambre son renvoi devant la Haute-Cour.

Le procureur général déclare que la Haute-Cour est compétente pour juger M. Malvy.

M^e Bourdillon dépose des conclusions

tendant à démontrer que c'est bien le Sénat qui est compétent en la matière et il pose des conclusions tendant au rejet de toute demande d'incompétence ou d'irrecevabilité qui serait faite.

M. Mérillon combat également les demandes de partie civile.

La Cour se retire en Chambre de Conseil et la proposition Jénouvrier, demandant l'incompétence de la Cour de justice, est repoussée par 184 voix contre 19.

La proposition Las Cazes, en faveur de l'irrecevabilité est repoussée par 170 voix contre 33.

La demande de l'intervention de la partie civile est repoussée à mains levées.

La Cour ordonne qu'il sera procédé à un supplément d'information.

Chronique locale

A quand des mesures ?

Le tribunal correctionnel de Figeac vient de condamner à 100 fr. d'amende une femme, Marie Vieillecazes, de Loubrillac, qui était poursuivie pour avoir donné du blé à manger à ses cochons.

D'autre part, devant le tribunal correctionnel de Gourdon comparaitra prochainement un propriétaire de Cuzance qui, lui aussi, avait nourri son cochon avec du blé.

Ce sont là d'excellentes répressions contre un acte inqualifiable en cette époque où le ministre du ravitaillement déclare, comme il l'a fait encore hier, à la tribune du Parlement, que notre provision de blé est insuffisante pour permettre l'alimentation normale en pain des populations.

Mais il y a une autre catégorie d'individus qui ne sont pas plus intéressants que les gaspilleurs de blé et qu'on laisse un peu trop tranquillement opérer. Nous voulons parler de ces spéculateurs qui vendent toutes sortes de denrées et matières de première nécessité au-dessus des prix de la taxe et cela au su et au vu de... tout le monde.

Le tribunal de Bergerac avait, en novembre dernier, condamné à 5 jours de prison avec sursis et 1 franc d'amende un négociant de Ste-Foy-la-Grande pour spéculation illicite dans la vente du sucre et du pétrole. Il avait acquitté un courtier. Or, sur appel du procureur de la République, la Cour de Bordeaux vient de rendre le 25 janvier un arrêt condamnant le commerçant à 3 mois de prison sans sursis, 5.000 francs d'amende et le courtier à 1 mois de prison sans sursis et 1.000 francs d'amende.

Ça, c'est ce qu'on peut appeler également de la bonne justice. Mais pour que cette justice fût excellente, il faudrait qu'elle atteignît les spéculateurs dans toutes les régions.

On répondra qu'il faut d'abord pincer les spéculateurs. C'est très vrai. Mais à qui fera-t-on croire qu'il est impossible d'en pincer un quarteron par arrondissement ? Ah ça, quand on vend le pétrole 1 fr. 25, 1 fr. 40 même le litre, est-ce que cela s'appelle du commerce ? N'est-ce pas de la spéculation, du vol ?

Si on veut pincer les spéculateurs, on le peut. Mais le veut-on ? Voilà toute la question. Mais pendant ce temps, le public est grugé. A quand des mesures ?

PROPOS D'UN CADURCIEN

Il roulait !

Il fleurait à dix pas le suint de ses moutons quand, un beau jour, il se vit déraciné, à seize ans, et brusquement transplanté en terre cadurcienne. La famille entière consultée, ses père et mère avaient décidé de l'introduire au lycée. Il y fut admis. D'abord, il fit le désespoir du proviseur, des professeurs, des répétiteurs, des élèves, des garçons. Il portait sur les nerfs à tout le monde et révolutionnait toute la maison. Agent d'exaspération, propagateur de désordre, principe d'anarchie, il fallit ruiner l'établissement.

Le proviseur crut devoir lui consacrer un rapport motivé au recteur, morceau d'indignation et d'ironie. Ayant longuement observé la conformation de son crâne et l'orientation de son front, le professeur de philosophie le classa parmi les crétins irrémédiables. Au vu de ses biceps, le professeur de gymnastique les nota incapables de la souplesse requise. « Ses poignets manquent de délié », prononça sans appel le professeur d'escrime.

On parlait de le renvoyer à ses moutons. Mais Santerre (l'Histoire a de ces noms). Santerre n'avait pas la vocation ovicole. Il lui fallait Cahors et ses attraits, le lycée et son prestige. Il s'obstina, s'adonna éperdument à l'étude, se déniaisa, pactisa enfin avec le progrès, et, par une ascension lente et sûre, s'éleva au premier rang.

Un contre-rapport admiratif vint le réhabiliter dans l'estime du chef du ressort académique. Le professeur de philosophie confessa la faillite de sa phrénologie sur le cas de Santerre. Après nouvelle vérification de ses muscles, le professeur de gymnastique les proclama d'attaque. Et le professeur d'escrime affirma ses poignets à la hauteur.

C'est que Santerre avait beaucoup vu et beaucoup retenu. Il avait suivi des cours spéciaux.

Tout les jours, jours de pluie, jours de soleil, jours de nuages, à chaque foire et à chaque marché, le dimanche parfois, on le voyait, aux confins de la ville, sur la place d'Armes, sur la promenade, attentif, observant, écoutant, comptant, tout son être tendu, le front plissé, les yeux ardents. Ce n'était pas les hommes qu'il regardait. Encore moins les femmes. Ses calculs n'avaient qu'un très lointain rapport avec les mathématiques. Les discours ambiants n'entraient pas dans son oreille aux aguets.

Ce qu'il épiait, c'étaient des caisses. Ce qu'il écoutait, c'était du bruit. Ce qu'il comptait, c'étaient des mesures.

Sapins de notre cimetière, longtemps vous avez étendu sur lui votre ombre sympathique. Remparts de Cahors, souvent vous eûtes sa visite ponctuelle. Apprentis-tambours de notre cher 7^e, vous fûtes ses maîtres. Charlatans de nos places publiques, vous l'avez formé aux *ran* de votre instrument sourd couvrant la plainte aiguë des molaires atrocement déboulonnées. Lutteurs aux formes imposantes, vous avez été ses Sirènes du roulement envié. Grâce à vous, soldats de la cadence régimentaire ; à vous, dentistes du *tam-tam* trompego-gos ; à vous, *Marseilles* féminines de la peau résonnante ; grâce à ses professeurs étrangers au lycée, s'il vous plaît, Santerre devint un maître-tambour sans pareil.

Ce n'étaient plus maintenant les *pan, pan, pan* chaotiques du début, les effervescences des élèves révoltés, les sarcasmes du professeur de métaphysique, et les mépris de son collègue de gymnastique. Mais une musique sûre, régulière, homogène, une continuité de son adéquate aux meilleures formules de l'art, un roulement soutenu, des baguettes d'une agilité à faire pâlir d'envie le caporal-instructeur des Remparts, tout cela et la considération générale, voilà ce que Santerre avait acquis à force de volonté intelligente. *Labor improbus*, comme disent les latinistes distingués.

M. le Proviseur avait demandé pour Santerre et obtenu les palmes académiques. Il savait d'ailleurs lire et écrire. Et son orthographe était en avance sur les réformes déjà projetées.

Et tous les matins, l'animal, à six heures

tapant, il tapait sur sa peau jusqu'à ce que réveil s'en suive. Mais, le cher homme, il avait aussi de bonnes heures, l'heure de la récréation, l'heure des *fayots* et du *bouilli*, l'heure du roulement dernier, l'heure des grandes vacances et de l'évasion.

Médaille militaire

La médaille militaire est attribuée aux gendarmes de la 17^e légion dont les noms suivent :

Charrier François-Joseph-Henri, Monfraix Noël, maréchaux des logis.

Aussine Pierre-Jérôme, Lestaje Jean-Louis, brigadiers.

Augé Jean, Lascombes Emile, Fourmache Pierre, Ferré Jacques-Antoine, Masbou Jean-Antoine, Lafite Jean, Lamothe Jean-Zoïle, Méric Jean-Mathieu, Beauville Jean, Cazes Antoine-Lucien, Fabas Jean-Pierre-Marie-Henri, Vignoles Philippe-Marcel, Laporte Barthélemy, Marty Eugène-Léon, Rouzaud François, Long Dominique-Emile-Joseph, Delpech Henry-Raymond, gendarmes.

Citation à l'ordre du jour

Notre compatriote Emile Roine, de Puybrun, du ^e d'artillerie, a été l'objet de la citation suivante :

« A toujours montré beaucoup de courage dans toutes les actions où sa batterie a été prise sous le feu de l'ennemi, à Verdun, dans la Somme et devant St-Quentin. A sans cesse contribué à maintenir par sa belle attitude le calme dans sa pièce. »

Nos félicitations.

Gendarmerie

Sont nommés gendarmes auxiliaires et affectés à la 17^e légion :

Gibrac, sergent, 132^e rég. territorial d'infanterie ; Granier, sergent, 9^e rég. d'infanterie ; Chenuc, caporal-fourrier, 21^e rég. d'infanterie ; Delpech, caporal clairon, 11^e rég. d'infanterie ; Chabot, 98^e rég. territorial d'infanterie ; Dulac, canonnier, 118^e rég. d'artillerie lourde ; Contival, soldat 418^e rég. territorial d'infanterie ; Tepe, soldat 317^e rég. d'infanterie ; Olivier, soldat 47^e bataillon de chasseurs alpins ; Périé, canonnier, 18^e rég. d'artillerie.

Nécrologie

Nous avons le regret d'apprendre que M. Dulac, le sympathique Directeur de la Société Générale de Cahors vient d'avoir la douleur de perdre son père.

En cette pénible circonstance, nous prions M. Dulac et sa famille de vouloir bien agréer nos très vives condoléances.

Marché de la Villette

Il a été expédié du Lot au marché de la Villette pendant le mois de novembre 1917 109 veaux, 506 moutons et 892 porcs.

Académie des jeux floraux

L'Académie des jeux floraux de Toulouse, a décidé d'accorder au concours de 1918, deux violettes en argent, l'une à la meilleure poésie française, l'autre à la meilleure poésie en langue d'oc, sur un sujet ayant rapport aux événements actuels et à nos espérances.

Arrestation

Au mois d'avril 1917, nous avons mentionné qu'un vol de 1200 francs environ avait été commis au préjudice d'une dame Giat, débitante demeurant Boulevard Gambetta, en face la caserne.

Les soupçons se portèrent sur un nommé Paris qui fut arrêté, mais faute de preuves il dut être relâché.

Or, ces jours derniers, après une habile enquête menée par M. Caillou, notre ac-

tif commissaire de police, des agents de la brigade mobile de Toulouse arrêtaient dans cette ville le nommé Lasserre.

Celui-ci avait été vu à Cahors au moment du vol, en compagnie de Paris.

Conduit à Cahors, interrogé vendredi par M. le juge d'instruction, Lasserre a fait des aveux complets. Il a été écroué à la prison de notre ville où ne tardera pas à le rejoindre son complice Paris, qui vient d'être arrêté à Toulouse par l'agent de la brigade mobile, M. Stellt.

Montcug

Rectification. — Nous avons publié sous la rubrique « Tribunal correctionnel », la condamnation d'une dame Demeurs, de Montcug, pour vol de laine au préjudice de M. Labro, négociant.

La condamnée est originaire du Boulevé et non de Montcug.

VIGNES AMÉRICAINES

**Greffés, producteurs directs
porte-greffés, boutures et racinés
200 variétés**

Catalogue envoyé franco sur demande
S'adresser à **M. Victor COMBES**
Adjoint au Maire
VIRE par Puy-l'Evêque (Lot).

PLUS DE MÈCHES SOUFRÉES

Par l'emploi des Pastilles « **LABOR** »
30 % d'économie. — Demand. échant. gratuits aux Etablissements Jane Chambon,
4, Bd d'Accès, Marseille. Représentants compétents sont acceptés.

On demande **SCIES** à grume
plusieurs à chariot
BLAISE, 23, rue Marquis, Rouen.

NOS DÉPÊCHES

COMMUNIQUÉ DU 28 JANV. (22.)

Paris, 28 janvier, 23 h.

En Champagne, nous avons réussi deux coups de main sur les tranchées allemandes. Nos détachements ont pénétré jusqu'à la troisième ligne ennemie et ramené des prisonniers, dont un officier et une mitrailleuse.

Canonnade réciproque assez vive en Alsace, dans la région de l'Hartmannswillerkopf.

SUR LE FRONT ANGLAIS

Londres, 28 janvier, 20 h. 45.

Aucun événement important à signaler en dehors de l'activité de l'artillerie ennemie, au cours de la journée, vers Havrincourt et au nord-est d'Ypres.

COMMUNIQUÉ DU 29 JANV. (15 h.)

Action vive en Alsace

Actions d'artillerie assez violentes dans la région du Four-de-Paris, ainsi qu'à l'Hartmannswillerkopf.

En Haute-Alsace, après une contre-préparation d'artillerie, nos détachements ont pénétré profondément dans les organisations ennemies, au sud-est de Seppois-le-Haut. Ils ont détruit de nombreux abris et ramené des prisonniers.

Rien à signaler sur le reste du front.

Aviation

Dans la journée du 27 janvier, un avion allemand a été abattu, trois autres sont tombés endommagés dans leurs lignes.

Le même jour, nos escadrilles ont lancé 6.000 k. d'explosifs sur les gares de Conflans, les usines de la région de St-Privat et divers terrains d'aviation de la zone ennemie.

Paris, 11 h. 55.

Les maximalistes en Finlande

De Stockholm : Un télégramme de Haparanda annonce que la garde rouge a occupé Helsingfors. Les consuls étrangers ont quitté la ville qui est en proie à l'anarchie.

Le commissaire maximaliste de guerre a déclaré au ministre de Finlande à Petrograd que le gouvernement Russe, fidèle à ses principes, était obligé de soutenir le prolétariat finlandais dans la Révolution. Il continuera donc à envoyer des renforts pour la lutte.

Le gouvernement finlandais adresse, à ce sujet, une protestation à toutes les puissances ayant reconnu son indépendance.

Le gouvernement quitte Helsingfors

De Stockholm : On annonce sous réserve, que le gouvernement finlandais aurait réussi à quitter Helsingfors et se serait rendu dans le nord de la Finlande.

Le ministre suédois s'en va

De Stockholm : Le ministre suédois a quitté Helsingfors pour Stockholm.

Suivant l'*Afsenbladen*, le préfet Heikel aurait été chargé par le gouvernement finlandais d'une mission auprès du gouvernement suédois.

Le discours Czernin

Une affirmation risquée !

D'Amsterdam : La *Gazette de Cologne* apprend que Czernin aurait révélé aux Délégations autrichiennes qu'il aurait communiqué le texte de son discours au président Wilson, avant de le prononcer.

Cette nouvelle cause ici une grande sensation.

Les espoirs de Berlin

On attend beaucoup, en Allemagne, du discours de Czernin, considéré comme une véritable démarche diplomatique.

Cependant, le désaccord s'accroît entre Vienne et Berlin.

Le démenti américain !

Une dépêche de New-York dément que le gouvernement américain ait reçu communication du discours de Czernin.

L'inquiétude paraît grande à Berlin

On redoute une grève générale

De Berne : La presse allemande se montre très inquiète de la situation en Allemagne.

La grève générale est redoutée.

Le gouvernement serait résolu à agir éventuellement avec la plus grande énergie.

La grève générale serait commencée

Suivant le *Lokal Anzeiger*, la grève et les manifestations des ouvriers auraient commencé.

De nombreuses conférences secrètes sont tenues.

Le « Gœben » est-il renfloué ?

D'Amsterdam : Suivant l'amirauté allemande, le *Gœben* aurait été remis à flot.

D'autre part, le dernier communiqué de l'amirauté anglaise dit : La position du *Gœben* n'a pas changé.

Est-ce l'offensive ?

De Rome : L'empereur d'Autriche se rendrait à Udine pour assister aux préparatifs de la prochaine offensive.

Caillaux et la maçonnerie

De Rome : Le secrétaire du Grand Orient Italien déclare que M. Caillaux n'appartient pas à la maçonnerie italienne.

Sur le front anglais

Grande activité de l'artillerie boche

Un coup de main allemand a été repoussé, cette nuit, vers Arleux-en-Gohelle.

GRANDE ACTIVITÉ DE L'ARTILLERIE ENNEMIE dans le secteur de Monchy-le-Preux.

Une de nos patrouilles, partie dans la nuit du 27 au 28 janvier, au nord-est d'Ypres, n'est pas rentrée.

Les bandits de Petrograd !...

La Roumanie

entre deux feux !

De Petrograd : Le gouvernement russe maximaliste déclare les hostilités ouvertes entre la Russie et la Roumanie. Il fait transporter à la frontière le personnel roumain, tous les consulats et légations. Il fait main-basse sur tous les dépôts roumains dans les banques et déclare le général Tcherbatcheff rebelle à la révolution et ennemi du peuple.

Les maximalistes poursuivent leur belle besogne dans l'intérêt des Boches.

La Finlande paraissant vouloir s'organiser sérieusement, les troupes de Lénine accourent et provoquent l'anarchie dans la nouvelle république. Ainsi, les côtes seront plus facilement à la portée des marins de Guillaume !

On affirme encore que des troubles sont probables en Allemagne. Il ne faut pas se laisser « bourrer le crâne » avec ces histoires. Que ces troubles éclatent, ce n'est pas impossible, mais on n'aura les Boches que par les armes. Croire à une autre solution, serait se ménager de cruelles désillusions.

Le propriétaire-gérant : A. GOESLANT